



VOUS AVEZ RATÉ NOTRE DERNIER BULLETIN ? [RELISEZ-LE ICI !!](#)

L'OIM SOUTIEN L'AUTONOMISATION DES VICTIMES DE LA TRAITE PAR DES ACTIVITÉS DE RÉINTÉGRATION À LONG TERME



Bianca Manacorda © OIM

### Sécurité maritime régionale



En Janvier 2020, l'OIM a lancé un projet régional pour le soutien du mécanisme de sécurité maritime de l'Océan Indien occidentale. Les activités visent à promouvoir la gouvernance maritime sur les questions de migration et à lutter contre la criminalité maritime transnationale à l'île Maurice, à Madagascar, aux Seychelles et aux Comores.

### Consolidation de la paix et de la cohésion sociale

En janvier 2020, l'OIM, le PNUD, et le FNUAP ont lancé un projet de 24 mois et de 3,5 millions de dollars US pour renforcer la paix et la sécurité dans le sud-est de Madagascar. L'OIM construira et équipera 4 postes avancés pour la gendarmerie locale et mènera des activités de stabilisation communautaire afin de renforcer la confiance entre les communautés locales et les forces de sécurité.

### Engagement de la Diaspora Malgache

Dans le cadre du programme LOHARANO pour les jeunes de la diaspora malgache, un outil de visibilité interactif et informatif a été produit par l'OIM. Pour engager les membres de la diaspora, plus de mille copies ont été envoyées aux ambassades, consulats et missions permanentes de Madagascar en Afrique, en Amérique du Nord, et en Europe.

### Amélioration du centre d'accueil des victimes de traite



### Lancement à Madagascar d'une initiative pilote pour faire face aux menaces à la paix et à la cohésion sociale liées aux migrations internes non maîtrisées

Le projet de 18 mois "Répondre aux menaces à la paix et à la cohésion sociale, soutenir l'autonomisation et la promotion des femmes à Madagascar" (REAP), financé par le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF) pour un montant de 1,5 million de dollars US et mis en œuvre par l'OIM et le PNUD, a été lancé au début de 2020. La migration en provenance du sud du pays, induite par la dégradation des terres et les difficultés économiques locales, est devenue plus importante et plus complexe ces dernières années, entraînant un afflux important de migrants dans les régions de l'ouest et du nord-ouest du pays, où les migrants et leurs familles - souvent par manque de meilleures alternatives - sont responsables d'une importante déforestation associée à des pratiques agricoles dommageables ; et qui à son tour conduit à des tensions et des conflits sociaux entre les migrants et les communautés locales.

Le projet REAP est le premier du genre à se concentrer sur la migration interne à Madagascar, en travaillant simultanément dans une zone clé d'origine des migrants internes (Androy) et dans une zone clé de destination des migrants internes (Menabe), grâce à un ensemble d'activités pilotes qui viseront à réduire l'afflux de migrants dans le Menabe en promouvant des initiatives de stabilisation communautaire dans l'Androy ; réduire les pressions sur les ressources économiques et naturelles dans la région du Menabe en accompagnant les migrants dans la diversification de leurs moyens de subsistance ; et promouvoir un espace partagé et une interaction pour soutenir le renforcement de la cohésion et atténuer les conflits entre les migrants et les communautés locales.

### L'OIM remet un site de formation réhabilité au Ministère de l'Intérieur des Comores



Dans le cadre du projet "Renforcement institutionnel et renforcement des capacités des entités de première ligne et du personnel chargé de la gestion des frontières aux Comores", financé par le Fonds de développement de l'OIM (IDF), l'OIM a réhabilité et équipé un site de formation dans l'enceinte du Ministère de l'intérieur des Comores. Cette infrastructure sera utilisée pour une série de sessions de renforcement des capacités du personnel de première ligne chargé de la gestion des frontières, dans un environnement de formation favorable et propice à l'apprentissage. Le 5 mars 2020, l'OIM et le Ministère de l'Intérieur ont inauguré ce site de formation. Des membres du gouvernement, du corps diplomatique accrédité auprès de l'Union des Comores et d'autres dignitaires et fonctionnaires de haut rang ont assisté à l'événement. L'objectif principal de ce projet est de contribuer aux efforts des autorités comoriennes en ce qui concerne la mise à niveau des capacités de gestion des frontières, en accord avec les meilleures pratiques et normes internationales.



[Lisez plus à ce sujet !](#)

## Les Seychelles rejoignent les pays leaders dans le déploiement de leurs indicateurs de gouvernance des migrations

Suite à la confirmation du gouvernement des Seychelles de participer au déploiement des indicateurs de gouvernance des migrations (MGI) pour l'année 2019 - 2020, l'OIM, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Emploi, de l'Immigration et de l'Etat civil, a lancé le processus par une réunion d'introduction d'une demi-journée, le 25 février 2020 au Centre de conférence STC, à Mahé, aux Seychelles. L'objectif de la réunion était de fournir une compréhension claire des MGI, des rôles et responsabilités des parties prenantes tout au long du processus mais surtout des bénéfices à tirer des MGI.

Le processus des MGI, développé en 2015, a été déployé dans environ 50 pays pour évaluer les cadres nationaux de gouvernance des migrations. Le processus est un effort mondial conjoint mené par l'OIM et l'Economist Intelligence Unit, en collaboration avec les gouvernements, pour collecter des données sur les migrations, analyser les tendances et identifier les domaines de renforcement potentiel de la gouvernance des migrations. L'analyse aboutit à un profil migratoire, qui fournit aux autorités des indications sur les leviers de politiques publiques pouvant être utilisés pour améliorer et renforcer la gouvernance des migrations, ainsi que pour réaliser les engagements nationaux et internationaux du pays, comme – pour ce qui concerne les Seychelles – le prochain examen national volontaire (VNR) qui est prévu pour la mi-année, et où le MGI peut alimenter le VNR sur les progrès accomplis dans la réalisation de certains des SDGs.

[Lisez plus à ce sujet !](#)

## Deuxième chance



Nathalie a quitté Madagascar en 2016 à la recherche d'un avenir meilleur, non pas pour elle, mais pour sa fille qui venait de commencer ses études au collège et avait besoin de moyens financiers pour continuer. Au Koweït, sa destination, elle a rencontré de terribles conditions de travail et un salaire très bas et rarement payé. Lorsqu'elle a réussi à rentrer chez elle en avril 2019, elle a été diagnostiquée avec des problèmes de tension artérielle à cause du stress et du volume de travail qu'elle avait connu au Koweït. L'OIM l'a aidée en lui fournissant une assistance médicale et une série de formations professionnelles.

« L'assistance m'a fait comprendre qu'en tant que femme nous pouvons et devrions être indépendante », raconte Nathalie lors d'un récent échange avec l'OIM. Les bénéfices de l'assistance sur sa confiance en soi ont été renforcés par l'interaction avec d'autres bénéficiaires qui ont partagé des histoires très similaires. « Durant l'assistance, j'ai côtoyé beaucoup de femmes qui ont vécu la même situation que moi, j'ai commencé à m'ouvrir aux autres, à communiquer, à partager, à aider les gens. Malgré, ce qu'on a vécu, je sais maintenant que nous ne sommes pas les seules à avoir subi cela, et que nous pouvons nous entraider ».

[Lisez plus à ce sujet !](#)

L'afflux soudain de victimes de la traite transnationale des êtres humains (VOT) en 2019 a mis en évidence les limites du centre d'accueil "Mitsinjo" du Ministère de la Population. Avec le soutien du Département d'État des États-Unis, l'OIM a étendu la capacité du centre à dix bénéficiaires supplémentaires afin de fournir un abri temporaire sécurisé et des soins aux VOT identifiées.

## Processus d'élaboration du UNSDCF

L'OIM a participé activement au Bilan Commun Pays (CCA) pour Madagascar, la phase préliminaire à l'élaboration du Cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies (UNSDCF), en partageant les expériences et l'expertise de l'Organisation sur la migration en tant que moteur du développement durable, et sur l'intégration de la migration dans les cadres stratégiques de développement.

## L'autonomisation économique des VOTs



Le 11 février 2020, en collaboration avec le Ministère de la population, et avec le soutien du gouvernement australien, l'OIM a organisé une table ronde d'une journée pour stimuler la discussion sur les vulnérabilités sous-jacentes des victimes de traite et l'autonomisation socio-économique des femmes victimes de traite à travers leur processus de réintégration.

## Données sur les VOTs assistées en 2019

Avec le soutien du gouvernement australien, du Département d'État des États-Unis et des fonds d'urgence de l'OIM (EF), en 2019, l'OIM a aidé 122 victimes de traite. L'OIM a soutenu les autorités nationales dans le processus d'identification et a fourni aux victimes un abri, des besoins d'urgence, des soins de santé mentale et physique et des plans de réintégration socio-économique.

## Interview à la radio de la diaspora

Le 29 février 2020, la Cheffe du bureau de l'OIM à Maurice et aux Seychelles a donné une interview sur 3ZZZ, une radio australienne pour la diaspora mauricienne, afin de discuter du projet de l'OIM sur l'engagement de Maurice avec sa diaspora.

Pour plus d'information, veuillez nous contacter aux adresses suivantes : [IOMMadagascar@iom.int](mailto:IOMMadagascar@iom.int) ou [IOMMauritius@iom.int](mailto:IOMMauritius@iom.int)

Ou rendez-nous visite:

OIM Madagascar  
Immeubles Sonapar, Cube C, 1er Étage,  
Zone Galaxy Andraharo, Antananarivo,  
MADAGASCAR  
+261 20 23 308 09

OIM Comores  
Maison des Nations Unies  
(Près Hôtel Retaj), B.P. 648, Moroni  
COMORES  
+269 773 15 59

OIM Ile Maurice  
Suite 608, 6è étage, St. James Court,  
Rue St. Denis, Port Louis,  
ILE MAURICE  
+230 210 4250